

DIAL 3350

NICARAGUA - « Porter atteinte au territoire, c'est porter atteinte à nos corps »

Carmen Herrera

lundi 21 décembre 2015, mis en ligne par [Dial](#)

Nous publions dans ce numéro deux articles de la mexicaine [Carmen Herrera](#). Le [premier](#) est un entretien avec Maribel González Pedro, avocate et activiste du Centre des droits humains de la montagne de Tlachinollan (Guerrero, Mexique) qui replace dans un contexte social plus large la disparition en septembre 2014 de 43 étudiants de l'École normale d'Ayotzinapa. Le second, ci-dessous, revient sur la création de l'Alliance nationale pour les droits humains des femmes pour fédérer les luttes contre les projets extractivistes qui se multiplient et menacent territoires et lieux de vie. Article publié le 15 octobre 2015 par [Noticias Aliadas](#).

Des femmes rurales et urbaines s'organisent pour lutter contre les politiques gouvernementales de concession de leurs territoires au profit de mégaprojets.

Plus d'une centaine de femmes leaders de 34 territoires au niveau national et membres d'organisations de femmes, avec l'appui du Réseau nicaraguayen pour la démocratie et le développement local ([Red Local](#)) se sont donné rendez-vous à la fin du mois d'août 2015 pour créer ce qui a été nommé l'Alliance nationale pour les droits humains des femmes, pour défendre leurs territoires menacés par les nouvelles politiques d'appropriation de la terre qui s'appuient sur le cadre législatif national et bénéficient du soutien du gouvernement pour la réalisation de mégaprojets. Cette situation suscite des tensions au sein des communautés rurales à l'échelle nationale.

Ces leaders territoriales ont présenté au gouvernement de Daniel Ortega une série de revendications, parmi lesquelles la dérogation de la Loi 840 sur le Grand canal interocéanique [1] adoptée en juin 2013 sans que la population ait été consultée, l'annulation des concessions minières qui couvrent déjà 13% du territoire national, la fin du soutien aux plantations de monoculture de canne à sucre, de palmier à huile et de sésame qui affectent la souveraineté alimentaire en destinant de grandes superficies de terre à des denrées d'exportation, et la suspension de l'octroi des permis de construction de barrages hydroélectriques qui affectent l'environnement.

Au cours de la rencontre, organisée à Juigalpa, dans le département de Chontales, à 140 km au centre-sud de Managua, les femmes ont déclaré, dans un message à la nation que « porter atteinte au territoire, c'est porter atteinte à nos corps et à notre intégrité en tant que personnes. Nous ne voulons pas qu'on nous impose où ni comment nous devons vivre dans notre propre pays ».

Dans leur message les femmes ont également déclaré : « nous sommes entre les mains des transnationales qui achètent les consciences et les cœurs et qui nous expulsent de nos propres territoires. Nos réserves et nos espaces protégés sont en cours de destruction par ces invasions, qui causent des dommages irréversibles à la nature et aux communautés. L'avidité du gouvernement met en danger la culture paysanne. Nous les femmes affrontons non seulement le pouvoir de l'État mais aussi le pouvoir

qu'exercent les transnationales sur nos peuples, qui vendent promesses et mensonges, profitent de l'appauvrissement de notre peuple et usent du harcèlement sexuel, de la violence physique, de la persécution et des menaces contre nos filles et nos fils pour nous faire peur. »

Le principal objectif de la formation de cette alliance est de « créer un espace plus large pour les femmes qui luttent dans tout le pays contre les différentes formes d'exploitation de leurs territoires qui menacent de les en expulser » a déclaré à Noticias Aliadas Johana Salazar, secrétaire exécutive de Red Local.

Les femmes unissent leurs forces

Les travaux du Grand canal interocéanique ont débuté en décembre 2014 et, à ce jour, ont déjà eu lieu dans différentes régions du pays 50 grandes mobilisations d'agriculteurs et d'autres manifestants qui demandent au gouvernement de suspendre le projet au vu du fait que le canal les obligera à abandonner leurs terres et causera des dommages à l'environnement.

La Loi 840, ou Loi spéciale pour le développement des infrastructures et des transports nicaraguayens en lien avec le canal, les zones de libre échange et infrastructures associées, a accordé au groupe chinois HKND la concession pour la construction du canal qui reliera le Pacifique à la mer des Caraïbes, sur une longueur de 278 km, avec entre 230m et 520m de large et 30m de profondeur. Le canal traversera le lac Cocibolca qui représente la plus grande réserve d'eau potable du pays et qui, avec la construction du canal, sera utilisé seulement pour la navigation.

« Nous, femmes et hommes, nous n'allons pas nous laisser expulser de nos communautés. On ne nous a pas demandé si nous voulions quitter nos communautés, les petites maisons dans lesquelles nous vivons », a déclaré la conseillère municipale Fatima Duarte, une des participantes à la rencontre et représentante de la localité d'El Cangrejal, à 117 km au sud-ouest de Managua, par laquelle passera le canal.

L'expansion de l'activité minière conduirait également à l'expropriation et la réinstallation des riverains, y compris dans des zones urbaines.

Dans la municipalité de Santo Domingo, département de Chontales, l'entreprise minière canadienne B2Gold a l'intention d'étendre son exploitation de l'or jusqu'à la périphérie de la ville, ce qui affectera 46 familles à qui l'on a proposé une réinstallation.

La population de Santo Domingo est de 18 000 habitants dont 3 600 personnes au moins se consacrent à l'exploitation minière artisanale, mais cette situation a changé depuis que l'entreprise B2Gold a acheté en 2009 de grandes propriétés agricoles à des producteurs de la commune et que le président Ortega a inauguré l'ouverture de l'exploitation en 2010. Au Nicaragua, les mines ont été nationalisées lors de la révolution dirigée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) durant la décennie des années 80 puis privatisées à nouveau par l'ex-présidente Violeta Barrios (1990-1996). L'exploitation de cette mine se fait à ciel ouvert et, depuis 2012, la B2Gold a initié des explorations souterraines.

Contre la mine

Walkiria Marín, leader communautaire qui dirige le mouvement d'opposition à la concession minière et représentait sa municipalité lors de la rencontre, a déclaré à Noticias Aliadas : « nous luttons contre l'exploitation de la mine à Santo Domingo et, désormais, nous devons affronter le danger que représente une exploitation en zone urbaine, vu qu'il y a des veines d'or à cet endroit. L'entreprise cherche est à voler toute cette richesse. Nous sommes dans un secteur vulnérable et constituons un obstacle à l'exploitation minière. L'entreprise souhaite donc nous déplacer et nous réinstaller, nous expulser de nos foyers et initier l'exploitation ».

« À l'heure actuelle, selon les analyses conduites régulièrement par le Centre Humboldt [spécialisé dans développement territorial et la gestion environnementale], l'eau est polluée. Dans notre zone il y a cinq tunnels qui débouchent sur un tunnel qui approvisionne la ville en eau potable. Nous demandons

justement au conseil municipal de nous recevoir pour lui remettre le rapport sur la pollution aux particules d'aluminium découverte grâce aux analyses du Centre Humboldt. Si la compagnie minière s'attaque à cette autre zone de la périphérie urbaine, nous n'aurons plus qu'à dire adieu au droit à l'eau qui est un droit de tout être humain » a déclaré Marín.

Aux dires des participantes, la rencontre de femmes a été un succès et un exemple à suivre pour les hommes, étant donné que, selon les leaders présentes, les femmes des différents territoires sont plus sensibles aux dégâts qu'impliquent les projets extractivistes.

« La majorité qui soutient les mégaprojets est constituée d'hommes, de propriétaires fonciers et d'agriculteurs », explique Duarte.

« Pour moi, souligne Duarte, l'une des plus grandes réussites de cette rencontre a été la participation de leaders communautaires du FSLN [2] qui, comme moi, sont membres du parti au pouvoir, « sandinistes » mais pas « orteguistes ». La constitution de ce réseau est aussi une réussite car elle permet que nous, les femmes, nous ne nous sentions pas seules dans cette lutte grâce aux échanges avec des camarades d'autres zones qui luttent aussi contre les nouvelles formes d'exploitation de nos territoires ».

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3350.

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 15 octobre 2015.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir, sur ce même site, « [NICARAGUA - Un consortium chinois construira le nouveau canal interocéanique](#) » - note DIAL.

[2] Front sandiniste de libération nationale - note DIAL.